



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABENA TECHNICS BOD SAS

Aéroport de Bordeaux-Mérignac
19 rue Marcel Issartier - CS 50008
33700 Mérignac

Références : 26-0354
Code AIOT : 0005201008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement SABENA TECHNICS BOD SAS implanté 19 rue Marcel Issartier 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel de contrôle de la DREAL Nouvelle-Aquitaine 2025. SABENA, en tant qu'établissement "prioritaire" sur le volet des rejets aqueux fait l'objet d'une inspection annuelle sur ce thème.

Elle avait également pour objet d'aborder la mise à œuvre des dispositions relative à l'arrêté préfectoral du 22/04/2025 concernant la gestion de la problématique des PFAS identifiée sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABENA TECHNICS BOD SAS
- 19 rue Marcel Issartier 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0005201008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SABENA TECHNICS BOD appartient au groupe SABENA TECHNICS, groupe français indépendant, dont l'activité est la maintenance aéronautique.

Le groupe emploie environ 3 500 salariés sur une vingtaine d'implantations (principalement en France).

Le site de Mérignac est spécialisée dans les travaux de maintenance d'avions militaires, civils (essentiellement gros porteurs), de transport ainsi que des équipements aéronautiques (électronique de bord, électromécanique).

Environ 900 personnes travaillent sur le site de Mérignac avec une proportion notable d'apprentis (100). L'établissement de Mérignac est le plus important site du groupe en terme d'effectif.

Le site s'étend sur environ 32 ha, dont 11 ha de bâtiments industriels.

L'établissement est soumis à autorisation et classé IED au titre de la rubrique n°3260 (traitement de surface). L'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté du 02/09/2014, modifié en dernier lieu par les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) du 06/01/2023 et du 11/11/2023.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.2.4.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 2 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.2.4.2 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 3 | AN PFAS - Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 4 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, | Avec suites, Demande de justificatif à | Demande de justificatif à | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|---|---|-----------------------|
| | | article 7.3.2 | l'exploitant, Demande d'action corrective | l'exploitant | |
| 5 | Suite fuites réseau émulseur de février 2023 | Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 1 | Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 6 | PFAS - Plan de gestion | AP Complémentaire du 22/04/2025, article 2 | / | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 7 | Fréquence de transmission de l'auto-surveillance des émissions dans l'eau | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 8 | Valeurs limites d'émissions (VLE) | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 ; 33 ; APA 02/09/2014 ; APC 20/03/2019 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 10 | Justification des prélèvements | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 12 | Installations de traitement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18 ; 19 | / | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|-------------------|
| 9 | Valeurs limites d'émissions (VLE) | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58. - III | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| 11 | Points de rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 ; 50 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence que la surveillance des rejets aqueux de l'établissement est bien assurée par l'exploitant, notamment en termes de périodicité. Des dépassements des valeurs limites en flux sont observés pour certains paramètres, ce qui nécessite la réalisation d'investigations complémentaires ainsi que la mise en œuvre d'actions correctives, en particulier la finalisation de la convention de rejet avec les sites tiers.

La problématique des PFAS constitue un enjeu majeur, une contamination ayant été identifiée et des actions étant envisagées pour y remédier.

Enfin, certaines situations doivent encore être régularisées ou consolidées, notamment en ce qui concerne le suivi des installations électriques et la formalisation de l'arrêt du forage F2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.2.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Protection contre des risques spécifiques |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié les réseaux d'eaux pluviales des sites tiers (Dassault Aviation, Aéroport de Bordeaux-Mérignac, Airbus) raccordés à son réseau et a établi un plan des réseaux mis à jour. Un projet de convention de rejet visant à encadrer les conditions d'admission des effluents en provenance de ces sites a été élaboré. Ce projet prévoit notamment l'identification des contributeurs, la caractérisation des rejets, la mise en place de dispositifs de surveillance ainsi que les modalités de gestion de la vanne guillotine située au niveau de l'émissaire n°5.</p> <p>A la date de l'inspection, cette convention n'est ni finalisée ni signée. Des points de blocages subsistent, entre les parties prenantes, s'agissant des paramètres à suivre et les valeurs limites applicables.</p> <p>Une réunion associant notamment la DREAL, SABENA, Dassault Aviation, l'Aéroport de Bordeaux-Mérignac et la Régie de l'eau de Bordeaux s'est tenue le 11 mars 2026 afin de faire un point</p> |

d'avancement sur ce projet et d'identifier les points de blocage. La réunion a débouché sur un accord pour mettre en œuvre une campagne d'analyse simultanée les 8 et 9 juin afin de caractériser la contribution de chaque site. S'agissant de la gestion de la vanne guillotine d'isolement, les procédures d'urgence de chaque partie prenante de la convention seront annexées à la convention.

En cas de rejet accidentel de polluants susceptibles de transiter par le réseau de SABENA, Airbus Atlantic dispose d'une procédure interne permettant d'alerter le PC Sécurité de SABENA en cas de pollution susceptible de se déverser dans le réseau pluvial.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant relance formellement l'ensemble des co-signataires (Aéroport de Bordeaux-Mérignac, Dassault Aviation et Airbus) afin d'obtenir la signature de la convention de rejet dès la réalisation de la campagne d'investigation.

Il transmet à l'inspection un état d'avancement des échanges engagés avec les différentes parties prenantes. Enfin, il transmet à l'inspection la convention de rejet signée dès sa finalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 4.2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Cf. point n°1, l'exploitant indique que la gestion de la vanne d'isolement située au niveau de l'émissaire n°5 est intégrée au projet de convention de rejet actuellement en cours d'élaboration avec les exploitants tiers.

Des investigations complémentaires sont prévues afin d'améliorer la connaissance des contributions respectives avant la finalisation de cette convention.

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Cf. au point de contrôle précédent relatif à l'établissement d'une convention de rejet, la transmettre dès réception de celle-ci. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : AN PFAS - Déclaration des résultats GIDAF

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> |
| Constats : <p>Suite à la réalisation de la campagne d'analyses des PFAS dans les rejets aqueux du site, la présence de PFAS et d'AOF a été mise en évidence. Les investigations tendent à conclure que ces émissions sont dues à l'utilisation sur le site, d'un émulseur fluoré contenant des PFAS.</p> <p>L'exploitant indique qu'afin de réduire les rejets de PFAS, ce dernier envisage la suppression du système actuel par la mise en place d'une nouvelle installation utilisant des émulseurs sans PFAS, ce qui impliquerait la création d'un nouveau local ainsi que la mise en œuvre de nouvelles canalisations.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant informe l'inspection des dispositions retenues concernant la suppression de l'émulseur actuel et transmet un porter-à-connaissance relatif à la modification des installations conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2014, article 7.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les nouveaux matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a engagé des actions correctives à la suite des observations issues des contrôles réglementaires de ses installations électriques (rapports Q18).</p> <p>Il apparaîtrait que 50 % des observations auraient été traitées à ce jour. La maintenance a été internalisée afin d'améliorer la réactivité dans le traitement des écarts.</p> <p>Il est constaté que le suivi des actions réalisées n'est pas systématiquement renseigné dans l'outil de suivi, ce qui ne permet pas de justifier de manière formelle la levée effective de certains écarts. Un changement de prestataire est prévu pour les contrôles à venir, avec la mise en place d'un outil de gestion destiné à améliorer la traçabilité.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection l'état d'avancement de la résorption des observations issues du contrôle des installations électriques et prend les dispositions nécessaires pour assurer et formaliser le suivi afin de garantir et de justifier la bonne réalisation des actions engagées.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

| |
|--|
| N° 5 : Suite fuites réseau émulseur de février 2023 |
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2025, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic pollution PFAS |

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un diagnostic complémentaire aux investigations synthétisées dans le rapport du 6 décembre 2024. Ces investigations complémentaires doivent permettre de conclure sur la possibilité d'une voie de transfert entre le local sprinklage et le milieu naturel (notamment Magudas) via la matrice «sol» et le fossé Nord.

L'exploitant réalise a minima:

- des investigations complémentaires sur la matrice «sol» autour du local de sprinklage afin de caractériser et diagnostiquer le niveau de pollution en substance per-et-polyfluoroalkylées "PFAS"
- des prélèvements complémentaires synchrones d'eaux de surface au droit du fossé Nord et du Magudas (sur site et hors site).

L'exploitant justifie l'échantillonnage et le périmètre d'investigation.

L'analyse porte a minima sur la liste des 20 PFAS visés par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Le rapport de diagnostic complémentaire ainsi les conclusions de l'ensemble des investigations réalisées sont communiqués à l'inspection dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Le diagnostic complémentaire autour du local de sprinklage et les prélèvements synchrones d'eau de surface dans le fossé Nord et le Magudas ont été réalisés conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral. Le rapport correspondant a été transmis à l'inspection en janvier 2026. L'exploitant avait informé l'inspection du retard pris pour réaliser les mesures simultanées dans les eaux superficielles, en l'absence d'eau dans le fossé Nord durant une longue période. Le bureau d'études chargé des investigations a présenté les conclusions au cours de l'inspection. Les résultats relevés sont les suivants :

- Au niveau de la matrice "sol" :

"Les résultats sur les sols ont mis en évidence la présence de PFAS avec les teneurs les plus importantes quantifiées entre 0-1 m (teneur maximale mesurée : 210 µg/kg). Les concentrations mesurées entre 2-3 m sont globalement plus faibles, sur le sondage S25, les concentrations tombent de 210 µg/kg à 8 µg/kg. Les résultats d'analyse n'apparaissent pas à ce stade directement corrélés avec l'emplacement des drains ou réseaux d'eaux présents sur site. Les PFAS retrouvés au droit de la zone investiguée sont globalement similaires à ceux mis en évidence en 2024. Les 3 PFAS (PFBA, PFPeA et PFHxA) et le PFOS sont retrouvés en majorité dans les sols au cours des deux campagnes menées, bien que d'autres PFAS soient également quantifiés en 2025 (PFHpA, PFOA, PFUnDA et PFDodA) avec des teneurs non négligeables."

Les investigations sur les sols ont mis en évidence la présence d'un impact dans les sols de surface proche de la station émulseur avec des teneurs enregistrées entre 86,7 µg/kg et 201 µg/kg. Les

PFAS semblent confinés en surface (0-1 m) dans les sols avec une réduction drastique en profondeur (-96% à 2-3 m), démontrant une très faible mobilité verticale."

- Au niveau des eaux superficielles :

"Les résultats mettent en évidence la présence des 20 PFAS dans l'ensemble des prélèvements réalisés. Les teneurs les plus importantes sont quantifiées sur l'échantillon en aval du fossé Nord, avec une concentration de la somme des 20 PFAS atteignant 8 640 ng/L ; tandis que le Magudas présente des concentrations de l'ordre de 700 ng/L.

Les eaux superficielles prélevées apparaissent impactées par des PFAS d'origine externe et par les rejets de la station d'émulsion. Ces derniers ne semblent toutefois pas (sur la base des données à ce jour disponibles) être à l'origine d'une dégradation de la qualité des eaux du Magudas : les concentrations mesurées en PFAS apparaissent plus élevées en amont.

La présence de PFAS en aval du fossé Nord semble provenir du rejet de produits de la station d'émulsion et non par transfert des polluants identifiés dans les sols vers les eaux superficielles."

À l'issue de ces investigations, le rapport recommande :

"- la maîtrise de la source de rejet de la station d'émulsion ;

- une éventuelle remédiation du fosse Nord en aval du point de rejet."

L'exploitant a indiqué qu'à l'issue des investigations, les actions prévues comprennent le curage du fossé Nord, la suppression du réseau d'émulseur existant, la mise en place d'une installation de stockage d'émulseur sans PFAS au plus près des installations à protéger pour s'affranchir du réseau enterré, ainsi que le nettoyage et la neutralisation des anciennes tuyauteries enterrées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définit et met en œuvre les mesures de gestion nécessaires afin de supprimer ou de réduire les sources de pollution identifiées, notamment au niveau du réseau émulseur et du fossé Nord (cf. points suivant). Il communique à l'inspection le calendrier de mises en œuvre des mesures prises.

Un porter-à-connaissance devra être déposé pour la mise en place de la nouvelle installation de distribution d'émulseur (cf. point précédent).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : PFAS - Plan de gestion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/04/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion

Prescription contrôlée :

Sur la base de l'ensemble des investigations menées, si une voie de transfert est établie, l'exploitant propose et justifie des mesures de gestion pour réduire et limiter les rejets en substances per-et-polyfluoroalkylées.

Les mesures de gestion sont définies à l'issue du diagnostic complémentaire afin de :

- en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan « cout-avantage »,

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - désactiver ou maîtriser les voies de transfert, - contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion notamment par la mise en place d'une surveillance des milieux (Magudas, fossé Nord, eaux souterraines). <p>Le plan de gestion est communiqué à l'inspection avec le rapport de diagnostic susmentionné. L'exploitant met en œuvre les mesures de gestion après validation de celles-ci par l'inspection.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le rapport de diagnostic environnemental recommande la maîtrise de la source de pollution identifiée au niveau de la station émulseur ainsi que la réalisation d'actions de remédiation du fossé Nord. A la date de l'inspection, le plan de gestion formalisé détaillant ces recommandations n'a pas été transmis.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf. point n°5, l'exploitant établit et transmet à l'inspection le plan de gestion, conformément aux dispositions fixées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22/04/2025. L'exploitant met en œuvre le plan de gestion, comprenant notamment la suppression ou la réduction des sources de pollution, la maîtrise des voies de transfert ainsi que la mise en place d'un programme de surveillance du milieu. A l'issue des travaux, l'exploitant transmet un rapport de fin de travaux et propose une surveillance pérenne des PFAS dans les milieux (Magudas, fossé, eaux souterraines) conformément aux dispositions fixées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 22/04/2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 7 : Fréquence de transmission de l'auto-surveillance des émissions dans l'eau

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> |

| |
|--|
| L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie. |
| Constats : Les résultats d'auto-surveillance pour l'année 2025 ont été transmis conformément aux exigences réglementaires. Les analyses prévues pour le mois de mars 2026 n'ont pas encore été réalisées à la date de l'inspection, en raison de conditions météorologiques défavorables (faible pluviométrie). Les analyses sont programmées courant avril sur l'ensemble des points de rejets du site. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise les analyses d'auto-surveillance dès que les conditions le permettent. Il transmet les résultats d'analyses via l'outil GIDAF, accompagnés des commentaires associés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Valeurs limites d'émissions (VLE)

| | |
|---|------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 ; 33 ; APA 02/09/2014 ; APC 20/03/2019 | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions | |
| Prescription contrôlée : AM 02/02/98 Art. 32. - Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle, sous réserve de la démonstration par l'exploitant de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur et de la protection des intérêts mentionnés à l' article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment en ce qui concerne les rejets et prélèvements. [...] | |
| AM 02/02/98 Art. 33. - Nonobstant les dispositions de l'article 22, pour certaines activités, les dispositions de l'article 32 sont modifiées conformément aux dispositions présentées ci-après. [...] | |
| APA 02/09/2014 Art. 4.3.9.1. - L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré (Le Magudas), les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. | |
| Paramètres | Concentration maximale |

| | |
|----------------------|----------|
| | |
| MES | 30 mg/l |
| DCO | 125 mg/l |
| DBO5 | 50 mg/l |
| Azote Global | 5 mg/l |
| Phosphore total | 1 mg/l |
| Hydrocarbures totaux | 5 mg/l |
| Métaux totaux | 2 mg/l |

APC 20/03/2019 Art. 1. - L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré (Le Magudas), les valeurs limites en concentration et flux définies ci-après.

| Substances | VLE | Flux maximal | Périodicité |
|--------------|----------|--------------|---------------|
| Zn | 0,8 mg/l | 5,9 g/j | trimestrielle |
| Fluoranthène | 25 µg/l | 0,0047 g/j | trimestrielle |
| Nonylphénol | 25 µg/l | 0,2 g/j | trimestrielle |
| Chrome | 0,1 mg/l | 2,5 g/j | trimestrielle |

APC 20/03/2019 Art. 2. - Ainsi qu'il l'a proposé, l'exploitant procède au remplacement des éléments en zinc (gouttières, chéneaux, tôles galvanisées...) par des matériaux neutres, au plus tard fin 2028.

Ces modifications ne sont pas exclusives d'autres dispositions que l'exploitant jugera utiles de prendre pour respecter les VLE et les flux visés à l'article 1.

[...]

Constats :

L'analyse des résultats d'auto-surveillance ne met pas en évidence de non-conformité aux valeurs limites en concentration.

En revanche, des dépassements des valeurs limites en flux sont observés dans les rapport déposés dans GIDAF pour certains paramètres, notamment le zinc, le fluoranthène, le chrome, et les nonylphénols.

Emissaire 1 :

- pour le zinc, des flux émis à 38,23 g/j en juin et 60,78 g/j en septembre pour une VLE flux à 5,9 g/j,

- pour le chrome, un flux émis à 2,6 g/j en septembre pour une VLE flux à 2,5 g/j,

- pour le fluoranthène, des flux émis à 0,02 g/j en mars, 0,057 g/j en juin, 0,14 g/j en septembre et 0,008 g/j en novembre pour une VLE flux à 0,0047 g/j,

- pour les nonylphénols, un flux émis à 0,5 g/j en septembre pour une VLE flux à 0,2 g/j.

Emissaire 5 :

- pour le zinc, des flux émis à 8,6 g/j en juin et 48,1 g/j en septembre pour une VLE flux à 5,9 g/j,

- pour le fluoranthène, un flux émis à 0,006 g/j en septembre pour une VLE flux à 0,0047 g/j,

- pour les nonylphénols, un flux émis à 0,29 g/j en septembre pour une VLE flux à 0,2 g/j.

L'exploitant justifie dans GIDAF les dépassements en zinc et en fluoranthène par des mesures effectuées dans les eaux météoriques. Les dépassements pourraient être liés à plusieurs facteurs, tels que la présence de toitures en zinc, la pollution historique des sols ou encore les émissions atmosphériques associées aux activités aéronautiques. Par ailleurs, des travaux de remplacement de certaines toitures en zinc ont été réalisés conformément aux dispositions de l'article 2 de l'APC du 20/03/2019. Selon l'exploitant, les travaux restant concernent le bâtiment HG. En revanche, les causes des dépassements en chrome et nonylphénols ne semblent pas pouvoir être expliquées.

Le rapport de synthèse annuel présente les résultats des campagnes de mesures au regard des VLE imposables définies par l'APC RSDE du 23/03/2019 et l'AM du 24/08/2017, indiquées comme normes, ainsi qu'en comparaison avec les limites de quantification de la circulaire du 05/01/2009. Tous les paramètres dépassant ces limites de quantification sont signalés en rouge.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant continue d'analyser les causes des dépassements de flux observés pour l'ensemble des paramètres concernés (zinc, fluoranthène, nonylphénols et chrome), notamment en recherchant une éventuelle saisonnalité ou un lien avec certaines activités.

Il propose et met en œuvre des actions correctives visant à réduire ces dépassements.

Il étudie également la faisabilité technique de solutions de traitement ou, le cas échéant, justifie au travers de la réalisation de la convention ou d'une étude, en tenant compte des concentrations retrouvées dans les eaux météoriques, que les émissions ne sont pas directement dues à l'activité du site, notamment pour le fluoranthène. Par ailleurs, le rapport de synthèse annuelle devrait valoriser la contribution des eaux météoriques afin de justifier les dépassements en concentration et/ou en flux.

Il veillera à ce que les prochains rapports d'analyses évaluent la conformité des résultats uniquement au regard de la réglementation applicable à l'établissement, et non sur la base des limites de quantification de la circulaire de 2009 qui peuvent prêter à confusion, puisque le dépassement de ces limites ne constitue pas une non-conformité.

Par ailleurs, lorsque les résultats sont inférieurs à la limite de quantification du laboratoire, aucun flux associé ne devra être indiqué afin d'éviter toute interprétation erronée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Valeurs limites d'émissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58. - III

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Prescription contrôlée :

III.- [...]

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]

Constats :

Le contrôle de recalage des mesures d'auto-surveillance a été réalisé en septembre 2024 (lors du contrôle inopiné) conformément aux exigences réglementaires.
Le prochain contrôle de recalage doit donc être prévu en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection les résultats du prochain contrôle de recalage des mesures d'auto-surveillance dès sa réalisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Justification des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

| |
|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant indique que le forage F2 n'est plus en service et que le forage F3 bis n'a finalement pas été créé. Actuellement, seul le forage F4 est encore opérationnel et utilisé sur le site. La consommation relevée au jour de l'inspection est de 14 473 m ³ , celle-ci est relevée mensuellement. L'arrêt du forage F2 n'a pas fait l'objet d'une formalisation auprès de l'autorité administrative. Il est à noter que l'arrêt de l'utilisation de deux forages répond à la prescription de l'article 3.2 de l'APC du 30/07/2021, qui prévoit que l'exploitant mette en place un programme de réduction durable de ses consommations d'eau sur le site. Par ailleurs, le volume annuel maximal de prélèvement autorisé pour le site n'est plus en adéquation avec la situation, dans la mesure où un seul forage est désormais en fonctionnement. Ce volume pourra donc être révisé lors de l'adoption d'un prochain arrêté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant porte à la connaissance de l'inspection l'arrêt du forage F2 en transmettant les éléments relatifs aux modalités de mise à l'arrêt, ainsi qu'aux mesures de sécurisation mises en œuvre. Il justifie également que ce forage, désormais hors service, a été comblé dans les règles de l'art, conformément à l'arrêté ministériel du 18 mars 2026 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration. L'exploitant justifie également la consommation relevée le jour de l'inspection en précisant s'il s'agit d'une consommation cumulée ou mensuelle. Les relevés de prélèvements pour 2025 ainsi que pour l'année en cours sont transmis à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 11 : Points de rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 ; 50 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet |
| Prescription contrôlée : 49. - Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...] |

| |
|---|
| 50. - Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). [...] |
| <p>Constats :</p> <p>Un contrôle visuel des différents points de rejet a été réalisé lors de l'inspection. Il ressort que l'ensemble des points de rejet observés réglementés ne présentent pas de désordre particulier (absence de mousse, d'odeur anormale ou de prolifération visible), et apparaissent conformes aux exigences réglementaires en matière de conditions de rejet. Une irisation a été observée au niveau du point de rejet aval du fossé Nord, qui n'est pas encore réglementé mais fait l'objet d'un suivi depuis le deuxième trimestre 2025. Cette observation est à mettre en lien avec la problématique de contamination par les PFAS identifiée sur le site et devra être prise en compte dans le cadre du plan de gestion en cours d'élaboration.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Installations de traitement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18 ; 19 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>18. - Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. [...]</p> <p>19. - Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les installations de traitement des effluents (débourbeurs-déshuileurs) n'ont pas pu être inspectées le jour de la visite.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les éléments relatifs à l'entretien et au bon fonctionnement des débourbeurs-déshuileurs du site, notamment le plan de maintenance ainsi que les bons d'intervention.</p> |

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |